

INFORMATIONS

★

Les citoyens belges et leur conception du monde politique

Enquête de l'Institut Belge de Science Politique
Projet AGLOP - GLOPO (Analyse Globale de l'Opinion Publique —
Gloaal Overzicht van de Politieke Opinie).

La sociologie électorale est une des plus anciennes et des plus fécondes traditions de la sociologie politique contemporaine.

Le succès et l'ampleur de ce type de recherches en a vite fait apparaître les limites : attention excessive portée à un phénomène politique parmi d'autres et trop souvent considéré indépendamment de son environnement politique ; insuffisance et non-renouvellement des fondements théoriques du genre ; la technologie des enquêtes fermement installée dans un rôle ambigu de servante-maîtresse ; cette même technique évoluant peu et reproduisant souvent les mêmes types de résultats.

Il est aujourd'hui devenu évident qu'on ne peut espérer progresser dans la connaissance du fonctionnement global d'une société politique — d'un « système politique » — en se contentant d'en surétudier certains rouages particuliers.

Plus ou moins conscients de cette situation, les politologues occidentaux ont commencé à s'intéresser à l'étude des systèmes politiques dans le but d'appréhender globalement leur fonctionnement. Récemment, on s'est avisé que l'association de la théorie des systèmes politiques et des techniques de sondages permettait peut-être d'atteindre un objectif que ces deux « approches » utilisées séparément n'avaient pas permis de contrôler d'une manière satisfaisante.

Diverses équipes à l'étranger ont entrepris, sur cette base, de grandes enquêtes ayant pour objet l'étude des réactions d'un large échantillon représentatif d'une population à l'égard de tous les aspects importants de son système politique national, tandis qu'en marge de ces enquêtes,

des sondages plus limités se multipliaient dans le but d'étudier des aspects moins ambitieux, mais non moins généraux, du même phénomène.

La sociologie électorale s'est rapprochée, en même temps, de la sociologie politique générale.

Les résultats obtenus à ce jour apparaissent satisfaisants et prometteurs.

C'est dans cette ligne de recherche récente qu'un groupe d'universitaires patronnés par l'Institut Belge de Science Politique a voulu se situer. Il se compose de N. Delruelle-Vosswinkel, S. Bernard, W. Dewachter, A.-P. Frogner et A. Van den Brande.

Ce groupe est parti de la constatation du caractère trop partiel ou sommaire (limité à des objets politiques précis ou à des régions ou sous-régions) des enquêtes réalisées en Belgique dans le domaine politique, dû sans doute à l'introduction tardive du behaviorisme chez nous et au peu d'attention des milieux politiques pour ces méthodes. Ce groupe a essayé alors de rédiger un questionnaire qui pourrait, dans le cadre d'une enquête d'opinion publique, rendre compte de l'analyse la plus globale possible de notre système politique. C'est en étant conscient des difficultés de cette entreprise et du fait que l'on ne peut avancer dans ce domaine que pas à pas et par un processus d'« essais et d'erreurs » que le groupe a fonctionné. Le questionnaire a été terminé il y a environ deux mois. Le groupe espère que son travail ouvrira le chemin à des recherches futures sur le même objet afin d'améliorer la connaissance du système politique où nous vivons.

L'enquête a été financée par l'IBSP sur proposition d'un des membres du groupe. L'INUSOP (ULB) a été chargée des interviews dans le cadre de l'utilisation de son échantillon « panel » (N = 1.500, 500 pour chacune des 3 Régions) et les Archives Belges de Sciences Sociales (BASS-UCL) de l'analyse et de la conservation des données.

Toute enquête de ce genre a de fortes composantes d'actualité. Cette actualité, les hommes politiques, les fonctionnaires, les journalistes sont professionnellement intéressés à la connaître le mieux possible. C'est la raison pour laquelle les auteurs ont cru utile de rendre dès à présent publics quelques résultats actuels — et partiels — de leur travail. Il s'agit essentiellement des problèmes que les citoyens belges jugent les plus importants dans le présent et des intentions de vote du corps électoral. Ces premières réactions sont rendues publiques très peu de temps après les interviews.

Les résultats complets seront publiés dans un prochain numéro de *Res Publica* qui leur sera entièrement consacré.

Problèmes considérés comme importants.

Le questionnaire AGLOP-GLOPO a tenté de déceler les problèmes que les Belges considèrent actuellement comme les plus importants pour eux. Trente problèmes ont été pris en considération. En posant plusieurs questions, il a été possible de définir finalement le problème considéré comme le plus important.

Les résultats figurent dans le tableau I. Dans la première colonne (pour le pays, la Flandre, la Wallonie et Bruxelles), on trouve le rang qu'occupe chaque problème d'après le pourcentage des interviewés qui ont mentionné ce problème comme le plus important pour eux. Cette présentation n'est qu'une première approximation, car on n'a pas tenu compte dans ce tableau des problèmes cités en deuxième ou troisième lieu.

On constate que pour le pays le problème le plus important est la stabilité de l'emploi (16,2), suivi de l'inflation (18,8), de l'énergie (10,7), de l'environnement (9,9) et de la croissance économique (7,8).

Si l'on considère les résultats par région, on trouve :

- en Flandre : l'inflation (15,2), l'environnement (14,4) et la stabilité de l'emploi (14,2) en tête, suivi de l'énergie (10,5) et de la croissance économique (8,1);
- en Wallonie : la stabilité de l'emploi (22,1) dépasse nettement l'inflation (15,8), et l'énergie (11,2); le désarmement (1,4) vient en quatrième position et la croissance économique (6,1) en cinquième. L'environnement est dépassé comme problème dans cette région, par le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise ;
- à Bruxelles : l'inflation (18,6) vient largement en tête, la croissance économique (10,8), l'énergie (10) et la stabilité de l'emploi (9,7) suivent. Ici la défense des consommateurs (7,5) est devenue le cinquième problème.

A noter également les différences par région pour les problèmes de la défense des consommateurs, du troisième âge, du désarmement, de l'avortement, du pouvoir des travailleurs dans les entreprises, de l'intégration européenne et des pays sous-développés.

Les problèmes économiques et d'emploi viennent donc partout en tête. A noter cependant la place qu'occupe en Flandre le problème de l'environnement. Les problèmes à caractère « éthique » ou communautaires occupent une position beaucoup moins forte. Cela n'exclut évidemment pas que, par exemple, les problèmes socio-économiques et régionaux puis-

TABLEAU I

L'importance des problèmes actuels

	PAYS		FLANDRE		WALLONIE		BRUXELLES	
	Rang	%	Rang	%	Rang	%	Rang	%
la stabilité de l'emploi	1	16,2	3	14,2	1	22,1	4	9,7
l'inflation	2	15,8	1	15,2	2	15,8	1	18,6
l'énergie	3	10,7	4	10,5	3	11,2	3	10,0
l'environnement	4	9,9	2	14,4	7	3,4	6	6,9
la croissance économique	5	7,8	5	8,1	5	6,1	2	10,8
la défense des consommateurs	6	4,3	7	4,2	9	3,2	5	7,5
le troisième âge	7	4,1	6	5,3	9	3,2	12	1,9
le désarmement	8	4,0	11	2,1	4	7,4	8	3,8
l'avortement	9	3,2	9	2,7	7	3,4	7	5,6
le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise	10	2,7	13	1,8	6	4,1	9	3,1
la sécurité routière	11	2,3	8	2,9	15	1,5	15	1,6
les inégalités de revenus	12	2,1	10	2,4	13	2,2	22	0,6
la criminalité	13	1,9	16	1,3	11	2,9	12	1,9
les problèmes locaux	14	1,7	11	2,1	15	1,5	26	0,3
le logement	15	1,6	18	1,0	11	2,9	19	0,9
l'intégration européenne	16	1,3	25	0,6	14	1,8	9	3,1
l'émancipation de la femme	17	1,3	13	1,8	24	0,5	15	1,6
le contrôle par l'état de l'économie	18	1,2	15	1,6	17	0,9	22	0,6
les relations Flandre-Wallonie	19	1,1	18	1,0	17	0,9	12	1,9
les travailleurs étrangers	19	1,1	16	1,3	21	0,7	19	0,9
la libéralisation des mœurs	21	0,9	18	1,0	21	0,7	22	0,6
l'extension de Bruxelles	22	0,8	18	1,0	-	-	15	1,6
la démocratisation de l'enseignement	22	0,8	23	0,8	17	0,9	22	0,6
la publicité	24	0,7	18	1,0	26	0,2	-	-
les deux réseaux d'enseignement	24	0,7	23	0,8	21	0,7	-	-
les pays sous-développés	26	0,6	26	0,3	26	0,2	9	3,1
la participation politique	27	0,4	-	-	17	0,9	19	0,9
la contestation des jeunes	28	0,3	26	0,3	24	0,5	26	0,3
le maintien de l'ordre	28	0,3	-	-	26	0,2	15	1,6
les équipements collectifs	30	0,2	26	0,3	-	-	-	-

sent être liés, ce qui n'a pas été possible de faire apparaître dans la formulation de cette question qui n'envisage par les relations entre les problèmes. Avec l'environnement, la défense des consommateurs et le troisième âge les nouveaux problèmes figurent en assez bonne position.

Intentions de vote.

La lecture du tableau relatif à la mise en rapport des votes en 1974, avec les intentions de vote actuelles, permet de faire une série de constatations (1).

TABLEAU II

Les intentions de vote

Vote en 1974	Intentions de vote en avril 1975							Sans réponse	Totaux = 100
	CVP/ PSC	PSB/ BSP	PVV/ PLP	FDF	RW	VU	PC		
CVP/PSC	77,7	1,0	3,2	-	0,2	0,5	0,3	17,1	31,1
PSB/BSP	2,6	80,9	0,8	0,2	-	-	0,2	15,3	21,9
PVV/PLP	4,3	1,4	68,5	1,2	-	1,2	1,4	22,0	12,3
FDF	5,7	4,1	4,9	72,4	-	-	1,6	11,4	4,4
RW	2,6	5,1	2,6	-	53,8	-	-	35,9	2,7
VU	1,5	-	1,5	-	-	94,1	-	2,9	9,7
PC	-	-	-	-	-	-	94,7	5,3	1,3
Sans réponse	0,4	-	-	-	-	-	-	99,6	16,6
Ensemble	25,8	18,6	10,0	3,3	1,6	9,4	1,7	29,6	100,0

- Si on compare les totaux marginaux du tableau, renseignant sur la répartition des suffrages en 1974 (dernière colonne du tableau) et les intentions de vote actuelles (dernière ligne), on constate que les choix précis, quel que soit le parti considéré, sont moins fréquents en ce qui concerne les intentions de vote : chaque parti enregistre ainsi une diminution de ses suffrages en faveur du groupe des sans-réponses (les hésitants).
- les électeurs ayant voté RW en 1974 comptent le plus d'hésitants : 36 % d'entre eux ne précisent pas leurs intentions de vote. Le nombre d'hésitants paraît également assez important en ce qui con-

(1) Les données ont été calculées sur 1.400 des 1.500 interviews. Cette limitation ne change pas les tendances.

cerne les électeurs PLP/PVV (22 % ne précisent pas leurs intentions).

- Si on compare entre elles les cases diagonales donnant, pour chaque famille politique, la proportion de « fidèles » ayant l'intention de voter pour le même parti qu'en 1974, on constate que c'est au sein de la VU et du PC que la fidélité est la plus grande (94 % de fidèles). Ensuite vient le PSB-BSP (81 % de fidèles), puis le PSC-CVP (78 %), puis le FDF (72 %), le PLP-PVV (68,5 %) et enfin le RW (54 %).
- Parmi les déplacements de votes, on retiendra plus spécialement certains passages :
 - du PSC-CVP vers le PLP-PVV,
 - du PSC-BSP vers le PSC-CVP,
 - du PLP-PVV vers le PSC-CVP,
 - du FDF vers les trois partis traditionnels (de manière assez égale),
 - du RW vers le PSB.
- Enfin, le fait que certains déplacements soient *minimes* (voire paraissent inexistantes au niveau de l'enquête), mérite d'être spécialement signalé.

Il en est ainsi des passages :

- du CVP vers la VU,
- du PSC vers le RW et le FDF,
- du PSB vers le RW et le FDF,
- du PSB-BSP vers le PLP-PVV,
- du PLP vers le RW.

Ces passages en effet avaient caractérisé la rupture de 1965 au sein des familles politiques, rupture qui s'était trouvée renforcée au cours des élections ultérieures.

Au départ d'un tableau comme celui-ci, certaines estimations concernant la portée électorale des tendances observées peuvent être faites.

De telles estimations peuvent différer selon les hypothèses que l'on adopte concernant le comportement électoral des hésitants et de ceux qui ne veulent pas dévoiler le sens de leurs votes.

Nous avons procédé à des estimations reposant :

1° sur l'hypothèse que les hésitants, dans chacun des partis, se comporteraient comme l'ensemble des électeurs de ce parti ayant pris une décision (soit de rester fidèles, soit de modifier leurs suffrages);

2° sur l'hypothèse selon laquelle ceux qui refusent de répondre aux questions sur les votes, ne se répartissent pas au hasard dans chaque famille politique ; la répartition de leurs suffrages pouvant être estimée sur base du décalage entre les chiffres électoraux de 1974 et la répartition des réponses sur les votes de 1974.

Sur base de ces hypothèses, les calculs d'estimation donnent :

	PSC CVP	PSB BSP	PLP PVV	FDf RW	VU	PC	(autre)
Estimation	32	27	16	10	10	4	imprévisible mais petit
Chiffres électoraux de 1974	(32,3)	(26,7)	(15,2)	(10,9)	(10,2)	(3,2)	(1,4)

